

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA MEUSE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE TROYON

Nombre de Membres		
nts Au Conse il munic	En Exerci ce	qu'on pris Part à la délibérat ion
11		8
Date de la convocation		
5 juin 2010		
Date d'affichage		
5 juin 2010		

Objet de la délibération

Droit de préemption

Séance du 10 juin 2010

L'an deux mil dix
et le dix juin
à 20 heures 30, le Conseil municipal de cette commune,
régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi,
dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de
Monsieur PICHAVANT Pascal, Maire

Présents : BOUDIER Marcel- LEFEVRE Frédéric- TOUZET
Véronique - FLORECK - Marcel- COLNARD Philippe-
BOUTELOU Emmanuel-HENRY Jean-Marc-

Absents : ADAM Pascal-GEORGE Jean-Marie- THOMAS Daniel

Secrétaire : BOUTELOU Emmanuel

Le Conseil Municipal,
Vu la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003,
Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L 110, L 210-1,
L 211-1 et suivants, L 212-1 et suivants, L.300-1, R 211-1 et suivants, R
212-1 et suivants, R 213-1 et suivants,
Vu la Carte Communale approuvée par délibération du conseil municipal
du 27 janvier 2004 et par Arrêté Préfectoral du 10 février 2004.
CONSIDERANT que le droit de préemption prévu par l'article L.211-1
peut être institué en vue de la réalisation d'un équipement ou d'une
opération d'aménagement,
CONSIDERANT que la commune a pour objectif de réaliser des
équipements collectifs.
Après en avoir délibéré,
DECIDE d'instituer un droit de préemption urbain au bénéfice de la
commune en vue de la réalisation d'équipements collectifs.
CHARGE le Maire de procéder aux formalités administratives nécessaires,
Les effets juridiques de la présente délibération auront pour point de départ
l'exécution des mesures de publicité prévues par l'article L.211-2 du Code
de l'urbanisme (affichage en mairie pendant un mois, avec effet juridique au
premier jour de l'affichage, insertion d'une mention dans deux journaux
diffusés dans le département) et transmission à M. le Préfet de la Meuse.
Elle sera diffusée comme prescrit par l'article R.211-3 du Code de l'urbanisme.

Fait à Troyon, le 29 juin 2010

Certifié exécutoire compte tenu de la transmission en
préfecture le 15/06/2010 et de la publication le 15/06/2010

NOTE EXPLICATIVE

La Commune de Troyon dispose d'une salle des fêtes sans parking.

Les utilisateurs de cette salle se garent sur la rue de la Mairie, qui à cet endroit ne possède pas de trottoir, ou se servent de l'usoir situé en face pour stationner. Ce qui pose un problème à l'agriculteur propriétaires des engrangements. Il ne peut utiliser ses bâtiments sans gêne lors de la moisson, ou les horaires de travail se prolongent tard dans la nuit, et correspondent à l'utilisation de la salle des fêtes en saison estivale.

Le conseil municipal a donc décidé de voter un droit de préemption lors de sa séance du 10 juin 2010, sur une série de terrain pouvant servir à créer un parking. Aujourd'hui la parcelle cadastre AA 159 est à vendre. Séparée de la salle des fêtes par la rue Sainte Anne, elle constituerait un emplacement de parking idéal, et permettrait de sécuriser le carrefour de la RD 22 vers Ranzières en supprimant une haie qui gêne la visibilité.

La création d'un parking assurerait le stationnement des véhicules en toute sécurité, rendrait la circulation dans la rue de la Mairie plus fluide et permettrait au propriétaire des granges de disposer du libre accès de son bien.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE LA MEUSE		
17 JUIN 2011		
SERVICE	Heure	Signature
DIR		
SG		
SUH		
SAT		
SE		
SEA		
UT Meuse Nord		
PARC		

Le Maire

à

**2 journaux locaux diffusés dans le
département****OBJET : Institution d'un Droit de Préemption lié à la Carte Communale approuvée**

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir insérer, à la rubrique annonces légales, dans le prochain numéro de votre journal, l'avis ci-joint, relatif à la l'institution d'un Droit de Préemption lié à la Carte Communale approuvée.

Vous voudrez bien m'adresser, dans les trois jours suivant la date d'insertion, un exemplaire certifié par le gérant, du journal dans lequel cet avis aura été inséré, ainsi que la facture afin que je puisse faire procéder à son règlement.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Maire,

COMMUNE DE TROYON

INSTITUTION D'UN DROIT DE PREEMPTION LIE A LA CARTE COMMUNALE APPROUVEE

Par délibération du 11 juin 2010, le Conseil Municipal de Troyon a institué un droit de préemption sur un secteur en lien avec la Carte Communale approuvée par M. le Préfet le 10 février 2004.

La commune de Troyon est désignée comme titulaire du droit de préemption.

Le dossier contenant le plan de délimitation est consultable à la mairie de Troyon.

SECTION

ZC

749700

149600

149500

SECTION

26

Ranzières

Chemin

Rue

de

Rue

Poste "

COMMUNE DE TROYON
Copie de Plan


0  10m Echelle 1/1 201
Planche AA - Origine: DGI-2007

Planche AA - Origine: DGI- 2007

SECTION

149700

20

149800

149300

SECTION

20

+

N

+



COMMUNE DE TROYON
Copie de Plan

0 20 Echelle 1/1440
Planche AA - Origine: DGI- 2007